Union des Partis Socialistes
de la Communauté
Européenne

Confederation of the
Socialist Parties
of the European Community

Bund der Sozialdemokratischen
Parteien der Europäischen
Gemeinschaft

Conférence
23/24 Juin 1978
Palais d'Egmont
Bruxelles

Déclaration politique

Coll. Fondation Jean Jaurès



Coll. Fondation Jean-Jaurès

Conférence
23/24 Juin 1978
Palais d'Egmont
Bruxelles

Coll. Fondation Jean Jaurès

Index

3 **Introduction par Robert Pontillon, président de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne.**

4 **Discours de bienvenue d'André Cools Co-président du Parti Socialiste Belge.**

7 **L'Europe, facteur de Paix par Willy Brandt président du Sozialdemokratische Partei Deutschlands.**

11 **La démocratie politique et économique par Anker Jørgensen, président du Socialdemokratiet.**

15 **L'Europe et l'emploi par Joop den Uyl, président du Groupe Parlementaire du Partij van de Arbeid.**

19 **Déclaration Politique**

23 **Liste des participants**

Coll. Fondation Jean-Jaurès



Au mois de juin 1979, par les élections de l'Assemblée Européenne au suffrage universel direct, les citoyens européens seront pour la première fois dans l'Histoire, appelés à se prononcer sur l'Europe qu'ils veulent construire.

Ce défi, les Partis Socialistes de la Communauté Européenne entendent le relever, et faire partager à tous les Européens leur idéaux de progrès, de justice, de liberté et de paix en affirmant leur volonté de bâtir ensemble une Europe plus juste, plus solidaire, plus indépendante et plus libre.

Tels sont les objectifs que se sont donnés nos partis en adoptant la déclaration politique commune lors de la Conférence des dirigeants des partis socialistes de la Communauté Européenne les 23 et 24 juin 1978 à Bruxelles.

ROBERT PONTILLON

Coll. Fondation Jean-Jaurès


Europa 79.

Introduction par Robert Pontillon, président de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne.

La Conférence qui réunit aujourd'hui à Bruxelles les responsables des Partis Socialistes et Sociaux-Démocrates de la Communauté Européenne est riche, d'abord, de la solidarité des partis qu'elle représente, mais elle est forte surtout du poids spécifique du socialisme européen : 3 millions de membres et 50 millions d'électeurs, répartis sur les 9 pays de la Communauté Européenne.

De fait, il s'agit du coup d'envoi de la campagne que, collectivement comme Union, et individuellement, dans le cadre des campagnes spécifiques de nos partis, nous allons engager pour faire des élections de juin 1979 un succès des idées et des ambitions que nous portons en commun et qui expriment la même foi dans l'homme, la même volonté de progrès et de justice sociale.

Quelque difficulté que soulève cette entreprise, quels que soient les obstacles qui se dresseront devant nous, nous manquerions à nous-mêmes et au message dont nous sommes les héritiers si nous ne parvenons à traduire en impulsion politique nouvelle, les aspirations des travailleurs de nos pays et cette solidarité profonde qui déborde les frontières nationales, et que requièrent les difficultés issues de la crise.

Dans sa dérive libérale, le Traité de Rome s'est révélé impuissant à affronter les défis du présent à rétablir le plein emploi comme à contribuer à la définition d'une nouvelle croissance.

Les mesures négatives de suppression des obstacles aux échanges n'ont pas trouvé leur contrepartie dans des politiques communes. La plus importante d'entre elles, dans le domaine agricole, n'est encore pour l'essentiel qu'un simple prolongement de l'Union Douanière.

Quant à l'identité européenne elle ne s'est nulle part affirmée dans l'ordre international, politique ou culturel.

Le déséquilibre entre les régions, de même que les inégalités entre régions et à l'intérieur des Etats se sont globalement accrues.

Bref, la contribution de l'Europe du Marché Commun à l'amélioration des conditions de vie et à l'affermissement de notre indépendance collective n'apparaît pas assez évidente pour que les citoyens se mobilisent et que les travailleurs se sentent effectivement concernés.

Il reste que les années 77-78 ont fait que l'opinion a perçu de façon plus sensible les défis et les choix nouveaux — qui ont nom INFLATION et CHOMAGE — que la Communauté ne pourra durablement écarter sans rompre véritablement avec les pratiques économiques et institutionnelles qui ont prévalu à ce jour. Il faut donc changer l'ordre ancien des choses.

Nous pensons pour notre part que l'Europe ne sortira de la crise actuelle que par la promotion d'un nouveau type de développement qui prendra effectivement en compte :

— une meilleure organisation de l'espace,
— une économie plus équilibrée,
— une égalité plus réelle des chances pour tous les agents de la production.

Tels sont le sens et le contenu que nous donnons au mot d'ordre d'EUROPE DES TRAVAILLEURS.

C'est aux socialistes qu'il incombe de nourrir d'un contenu nouveau ce que l'idéal européen porte en lui d'espérances réelles et de potentialités transformatrices.

Deux ans de travaux communs poursuivis entre nous démontrent l'existence d'une très vaste plage de cohérence dans la démarche comme dans les finalités.

Ces élections de juin 1979 — la première consultation politique internationale de l'Histoire — auront un caractère nécessairement bivalent.

National d'abord, compte tenu des procédures électorales et des caractéristiques spécifiques aux situations politiques nationales dans lesquelles elles se développeront.

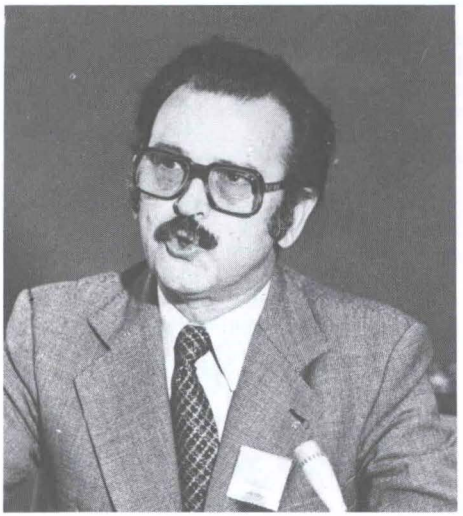
International, par l'unicité de la consultation, le mode de comptabilisation des résultats et le regroupement des parlementaires élus en juin prochain au sein d'un groupe socialiste unique. Sans compter cette dimension nouvelle qui résulte de la mobilisation prévue à l'échelle européenne des grands médias et conférera un caractère authentiquement collectif à la campagne.

Il nous revient finalement d'affirmer la réalité vivante de l'EURO-SOCIALISME.

Car tel est bien la réalité et l'enjeu du moment :

D'un côté, des forces conservatrices qui s'acharnent avant tout sur leurs prérogatives, regardent vers le passé, ont peur de l'innovation et du progrès, de l'autre, les Socialistes qui gardent intacte leur foi en l'Homme et dans le progrès et qui trouvent dans leur idéal socialiste et démocratique, des raisons de vivre et d'espérer. Ils ont la légitime ambition de les faire partager par tous les Européens.

Discours de bienvenue d'André Cools
Co-président du Parti Socialiste Belge.



Il me revient aujourd'hui l'honneur et la joie de vous accueillir ici, à Bruxelles, pour ce sommet où nous sommes, nous qui avons en charge le socialisme européen, dans l'impérieuse obligation de mettre définitivement au point, sur le plan politique, la campagne pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel.

Cette réunion de travail au sommet est capitale afin que les socialistes de chaque pays de la Communauté prennent conscience, non seulement de leur idéal commun de progressisme, mais également de leur force et de leur poids politique.

C'est un fait : s'il nous arrive de nous rencontrer dans d'autres enceintes, et pour d'autres débats, les moments où nous nous réunissons comme responsables du devenir de nos partis, et spécialement à l'échelle européenne, sont trop rares. Aujourd'hui, nous aurons heureusement l'occasion, en tant que responsables de nos partis respectifs, d'analyser et de confronter nos conceptions de l'action politique, notre stratégie en vue des échéances électorales de juin 1979.

Historiquement, il a toujours été parmi les caractères originaux du socialisme belge — qui se trouve par nature et par position au carrefour des diverses tendances et composantes du socialisme européen, à la charnière des mondes roman et germanique — d'être un lieu privilégié pour la confrontation des idées. Nous renouons avec cette tradition, j'en suis heureux et c'est avec fierté que j'ouvre aujourd'hui le débat, débat qui nous permettra certainement, d'affirmer mieux encore notre conception d'une Europe libre, fraternelle, solidaire et responsable dont la mission fondamentale devra être de prendre en charge les intérêts du monde du travail.

Il est superflu d'insister sur l'importance de cette journée où nous allons mettre au point, dans le détail, la déclaration politique qui sera à la base de toute notre campagne commune en vue des élections européennes.

Je laisserai à Karel VAN MIERT, le soin de présenter l'exposé introductif à ce sujet. Cette déclaration fondamentale, devra refléter la vision de cette Europe politique que nous, socialistes, entendons instaurer.

Les problèmes demeurent et c'est normal. La préparation de ce sommet a été longue, souvent complexe, car chacun d'entre nous a conscience, et souvent de manière trop aiguë, des réalités et des difficultés auxquelles il doit faire face au plan national.

Chacun d'entre nous a déjà terminé, ou est sur le point de terminer, la préparation et la rédaction d'un programme socialiste national en vue des élections européennes. Le programme doit répondre, dans le détail et avec plus de précisions, aux questions spécifiques que se posent les travailleurs dans chacun de nos pays.

Toutefois, ce n'est pas un paradoxe d'affirmer que la préparation des programmes spécifiques a conduit, au cours de ces derniers mois, à faire admettre et à faire comprendre l'impérieuse nécessité d'élaborer une plate-forme politique commune pour l'ensemble des socialistes européens.

L'état d'avancement de nos travaux autorisera rapidement, dès cet après-midi sans doute, de la présenter à l'opinion européenne.

Nous, socialistes, constituons indiscutablement le groupe politique le plus puissant, le plus homogène et le plus dynamique de l'Europe des Neuf. Notre responsabilité est de traduire au plan politique, les aspirations et la volonté des travailleurs européens. C'est à nous ,socialistes, et au terme de dizaines d'années de luttes, que l'Europe doit d'être ce qu'elle est; les valeurs européennes par excellence que sont la démocratie politique, la démocratie économique, le respect des droits de l'homme sont devenus des réalités grâce à notre combat, grâce à la volonté de la gauche européenne, tant syndicale que politique.

Chacun, dans nos divers pays, nous avons construit et modelé la démocratie, nous avons combattu les fascismes et les totalitarismes, nous nous sommes opposés aux puissances réactionnaires, politiques, économiques et sociales.

Coll. Fondation Louis Lévy

Ce rôle que nous avons joué pendant près d'un siècle au niveau de nos pays, il sera demain le nôtre sur le plan européen.

Nous, socialistes, sommes les mieux organisés, les mieux armés sur les plans idéologique et structurel pour faire cette Europe. Et ce n'est pas parce que, depuis des mois maintenant, certains partis — comme le parti populaire européen — inondent la presse, envahissent les médias, qu'ils vont faire disparaître, comme par enchantement, leurs profondes divergences, leurs graves disparités. Ils sont partis en campagne plus tôt que nous, socialistes, et c'était chose bien normale puisqu'ils devaient créer entre eux, de toutes pièces, un échafaudage politique de circonstance.

Les socialistes n'avaient pas à s'embarrasser de tous ces préliminaires, nos responsabilités à l'égard des travailleurs, nous les assumons depuis longtemps. Notre combat commun, s'il présente indiscutablement un certain nombre de différences, n'en est pas moins commun. Cela fait des dizaines d'années que nous collaborons au sein de l'Internationale, et 27 ans dans l'Internationale revivifiée telle que Victor LAROCK l'avait voulue à Francfort.

Nous, socialistes, constituons la plus grande force électorale européenne et, à ce titre, notre rôle pour faire de l'Europe une construction harmonieuse qui défende et fasse respecter les valeurs qui sont les nôtres sera, évidemment fondamental.

La politique de l'Europe de demain doit être conduite dans deux directions :

— à l'intérieur de la communauté, il importe d'assurer enfin la subordination de la gestion économique aux objectifs sociaux, tout en se voulant responsable de l'économie et de la monnaie;

— à l'extérieur de la communauté, il importe que l'Europe, par-delà la politique des blocs, devienne le garant d'un certain nombre de valeurs démocratiques dans les pays en voie de développement et ce par la mise au point d'une politique de coopération civile, judicieuse et efficace. Il importe, dans cet esprit, de veiller au maintien de relations constructives avec les pays du Tiers Monde et bien évidemment, dans la mesure où nos états conservent une responsabilité particulière en raison de leurs anciens liens avec ces pays, avec les pays africains. Toutefois, cette politique d'aide ouverte ne pourra être envisagée, à aucun moment, comme une politique de soutien politico-militaire.

Une telle Europe, plus démocratique, plus humaine, plus fraternelle — unie tant en matière de politique intérieure, dans les domaines économiques et sociaux qu'en matière de politique étrangère — sera l'œuvre des socialistes.

Le but final à atteindre nous est bien connu; il importe maintenant d'insister sur les moyens obligés en démocratie : les élections directes au Parlement européen.

Nous devons les gagner et nous ferons donc tout pour que le socialisme sorte triomphant des urnes, au soir du 9 juin 1979.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est donnée aujourd'hui de m'adresser à vous tous réunis.

Nous sommes d'ores et déjà dans la période pré-électorale pour ce premier Parlement européen. Nous savons aussi qu'il n'aura pas les pouvoirs que chacun de nos parlements nationaux considère comme ses prérogatives les plus normales.

Mais néanmoins, nous sommes tous, nous socialistes, convaincus que ce premier pas vers la démocratie sera irréversible et qu'il en entraînera nécessairement d'autres qui nous conduiront vers cette Europe unie que nous espérons.

Nous avons donc, chacun chez nous, la responsabilité de mener à bien cette campagne électorale.

Nous aurons comme point de départ la déclaration politique qui sera adoptée cet après-midi. Mais nous devons, je crois, prendre aujourd'hui conscience de la nécessité d'une ligne d'action commune minimale pour cette campagne.

Qu'est-ce que les travailleurs attendent en fait de l'Europe?

Coll. Fondation Louis Jurès

Essentiellement, ils attendent une réponse, voire une solution à une série de préoccupations fondamentales : la crise économique, le chômage, les difficultés de certains grands secteurs d'activité industrielle, le sous-développement de certaines régions, les attaques frontales envers la démocratie politique, etc.

Pour chacun de ces points fondamentaux, nous devons définir aujourd'hui notre politique. Mais si elle est modulable par pays, l'accent mis sur ces problèmes doit nous être commun.

Nous devons aussi, nous socialistes européens, montrer un visage du socialisme qui soit jeune et ouvert aux problèmes de notre temps.

Je plaiderai donc ici pour que nos listes électorales, dans chacun de nos neuf pays, soient composées d'hommes politiques de qualité et de grande dimension dont l'expérience nationale est indispensable pour assurer la mise en place harmonieuse et efficace de l'institution parlementaire renouvelée. Toutefois, je plaiderai aussi pour qu'une juste place soit faite aux jeunes, et surtout aux femmes.

Enfin, si notre rôle doit être spécialement de mettre en lumière les valeurs positives du socialisme, nous ne devons pas nous priver de faire apparaître l'ambiguïté des positions de l'adversaire, les faibles et les fausses apparences de cette énorme coalition d'intérêts regroupés pour la circonstance, où l'anti-socialisme semble d'ailleurs être le seul ciment.

Vous me direz qu'aucun d'entre nous ne s'en est jamais privé sur le plan national et, vous connaissant, je n'ai aucun doute à ce sujet.

Mais nous sommes tous conscients que les textes ne suffisent pas, car il faut être habile en exégèse des textes politiques pour comprendre la différence qu'il y a entre les plates-formes.

Mais pour comprendre la différence entre Strauss et Mitterrand, entre Giscard et Brandt, il n'est point besoin de texte.

Je dirais même que le champ électoral européen nous ouvre des perspectives heureuses, car il permet de découvrir des coalitions d'intérêts, des concordances troubles entre nos adversaires qui font d'autant mieux apparaître la cohérence, la justesse, la réelle dimension du socialisme européen.

Bien sûr, nous n'éviterons pas, chacun chez nous, que ces élections aient une forte coloration de confrontation intérieure.

Mais nous avons, nous socialistes, la responsabilité de faire apparaître l'unicité de l'intérêt des travailleurs dans cette lutte pour l'élaboration des politiques de la future Europe.

C'est à l'élaboration de cette déclaration politique commune que nous allons consacrer nos travaux d'aujourd'hui et de demain.

Je suis sûr que juin 1979 sera une victoire éclatante pour le socialisme européen, et du même fait, pour la démocratie, pour la justice, pour la fraternité entre les peuples, pour la paix.

Coll. Fondation Léon Blum

L'Europe, facteur de Paix
par Willy Brandt président du Sozialdemokratische Partei Deutschlands.



J'ai intitulé mon exposé « L'Europe, facteur de paix », mais il est évident que le sujet ne pourra être épuisé en un quart d'heure.

Il me semble particulièrement important, surtout dans la perspective d'une élection directe, de bien montrer aux citoyens quelle est, à notre avis, la contribution spécifique que l'Europe — c'est-à-dire en premier lieu la Communauté européenne — devrait apporter à l'instauration de la paix dans le monde; il s'agit donc de définir ce qu'on appelle en français « sa vocation », ce que le terme allemand de « Berufung » ne rend qu'imparfaitement.

Un « document sur l'identité européenne » a été adopté en décembre 1973, à la conférence au sommet de Copenhague; ce fut l'une des réponses à la proposition quelque peu inattendue de Kissinger de lancer une « année de l'Europe ».

Dans le texte de Copenhague, les ministres des Affaires étrangères des Neuf expriment leur volonté de sauvegarder « les principes de la démocratie représentative, du règne de la loi, de la justice sociale — finalité du progrès économique — et du respect des droits de l'homme qui constituent les éléments fondamentaux de l'identité européenne ».

En même temps, ils affirment leur intention de jouer un rôle actif dans la politique mondiale et contribuer ainsi, dans le respect des buts et des principes de la Charte des Nations Unies, à ce que « les relations internationales soient fondées sur plus de justice, à ce que l'indépendance et l'égalité des Etats soient mieux préservées, la prospérité mieux partagée et la sécurité de chacun mieux assurée ».

Tout cela était très général et n'a guère eu de retentissement, la guerre du Proche-Orient avec la crise pétrolière ayant de surcroît apporté beaucoup de confusion et notamment dans la Communauté européenne. Cependant, maintenant que la politique européenne semble redémarrer, je souhaite que l'on revienne sur ce texte de Copenhague qui a bientôt cinq ans.

Les sociaux-démocrates, les socialistes démocrates d'Europe devraient user de leur influence pour que soient reconnus les principes dont je viens de parler, dans un monde en mutation économique, sociale et politique. Quant à la question de savoir quelles sont les orientations que *nous* proposons en matière de politique étrangère de la Communauté, je répondrai brièvement en présentant quelques thèses.

Premièrement :

L'Europe doit poursuivre ses efforts pour instaurer la détente entre l'Est et l'Ouest. Nous ne devons pas nous laisser décourager par la difficulté grandissante des relations entre les puissances nucléaires, au contraire.

Pour reprendre les termes employés dans notre projet de programme électoral de l'année dernière : « La confrontation doit faire définitivement place à la coopération, parce que le maintien de la paix doit être l'objectif primordial et la principale valeur des relations entre les peuples et les Etats. La coopération à tous les niveaux, les contacts et les échanges culturels, les relations amicales et la libre circulation ne supprimeront pas les différences qui existent entre les systèmes politiques, mais constituent des éléments importants et indispensables d'une politique visant à empêcher la guerre ». Pour l'avenir immédiat, cela signifie entre autres : la deuxième réunion de la Conférence sur la sécurité et la Coopération en Europe, prévue pour 1980 à Madrid, devra être mieux préparée et peut-être également placée à un niveau plus élevé que celle de la Conférence de Belgrade qui s'est terminée il y a trois mois. Nous ne devons pas renoncer à essayer de traduire progressivement dans la réalité européenne les dispositions de l'Acte final d'Helsinki.

Deuxièmement :

La détente politique seule ne survivra pas si elle n'est pas parachevée et garantie par des accords efficaces dans le domaine militaire. La poursuite de la course folle aux

Coll. Fondation Jean Jaurès

1. de g.à.dr. Robert GOEBBELS, Lydie SCHMIT, Willy DONDELINGER, Brendan HALLIGAN, Frank CLUSKEY, Tony BROWN, John HUME
2. Bettino CRAXI
3. Mario SOARES
4. Pier Luigi ROMITA
5. Felipe GONZALEZ

1.



2.



3.



4.



5.



CVCE Fondation Robert Schuman

armements menace non seulement la paix en Europe, mais également la survie de l'humanité. Les prises de conscience et manifestations de bonne volonté ne manquent pas, l'Assemblée générale extraordinaire des Nations unies l'a montré. Mais, cela ne suffit pas. Les Européens doivent tout faire pour que l'on n'en reste pas aux intentions.

Les Etats qui ont participé aux négociations de Vienne sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces devraient faire un sérieux effort pour parvenir rapidement à un premier accord. Après l'initiative d'une « Alliance » suggérée par le gouvernement fédéral d'Allemagne, et la formule de la « quasi-égalité et quasi-parité » adoptée d'un commun accord par le premier secrétaire Brejnev et le chancelier fédéral Schmidt à Bonn ainsi que les propositions présentées dernièrement par l'Union soviétique à Vienne, il semble que l'on puisse espérer des progrès — vraisemblablement l'année prochaine, si tout va bien.

Pour parfaire les négociations SALT américano-soviétique, qui devraient très rapidement aboutir à un deuxième accord, ainsi que les négociations MBFR à Vienne, il faudra aborder la question des armements qui n'ont pas été mentionnés jusqu'à présent. Sinon, les accords réalisés dans les autres domaines risquent d'être compromis. J'ai l'impression que l'Union soviétique est prête à allonger la liste des armes, afin de n'en laisser aucune de côté.

Mais il faut également diminuer fortement les exportations d'armes. Cette question devrait, elle aussi être étudiée lors des négociations entre l'Est et l'Ouest.

Troisièmement :

La Communauté européenne devrait développer de manière constructive ses relations avec les Etats-Unis sur la base de l'égalité des droits et de la coopération entre partenaires.

Il ne s'agit pas de servir des intérêts égoïstes ou de négliger ses propres intérêts, mais de rechercher en commun des solutions à des problèmes communs et de concilier les différents intérêts dans le respect de l'identité du partenaire.

En particulier, il faut d'abord trouver les moyens de résoudre les problèmes économiques actuels. Le prochain sommet économique mondial de Bonn sera particulièrement important dans la perspective de la coordination. Il faut créer les conditions préalables d'un nouveau système monétaire international et consolider les bases de la croissance. D'autre part, nous attendons de chaque gouvernement qu'il entreprenne de sérieux efforts pour réaliser les conditions de plein emploi et jeter les bases d'un nouveau système monétaire international.

Quatrièmement :

La Communauté européenne devrait élargir ses relations avec les Etats voisins et amis de l'Europe septentrionale et centrale.

Nous le savons tous : les traditions et les expériences nous lient étroitement aux pays nordiques ainsi qu'à la Suisse et à l'Autriche; l'histoire du mouvement ouvrier en témoigne de manière éloquente. En même temps, il s'agit de nations parvenues à un haut niveau de développement, et nous devons souhaiter vivement leur coopération pour résoudre les multiples problèmes qui se posent.

La Communauté et ses Etats membres commettraient une tragique erreur en menant vis-à-vis de ces partenaires précieux une politique d'isolement. L'Europe ne peut se permettre d'être divisée une nouvelle fois.

Cinquièmement :

Nous devons tout entreprendre pour que l'adhésion à la CEE des pays qui ont décidé d'y entrer se fasse avec le minimum de difficultés. Les délais de transition raisonnables sont nécessaires pour les deux parties, mais il ne doit y avoir aucun doute sur la direction à prendre.

Le processus de démocratisation dans le sud de notre continent est important pour l'Europe entière. Créer les conditions éco-

Coll. Fondation Jean Jaurès

nomiques pour que les jeunes démocraties soient viables, est un impératif de la solidarité européenne. Les sociaux-démocrates allemands soutiennent donc un programme de solidarité pour l'Europe du Sud dont les effets seront bénéfiques à toutes les parties.

Le processus de démocratisation dans le sud de notre continent est important pour l'Europe entière. Créer les conditions économiques pour que les jeunes démocraties soient viables est un impératif de la solidarité européenne. Les sociaux-démocrates allemands soutiennent donc un programme de solidarité pour l'Europe du Sud dont les effets seront bénéfiques à toutes les parties.

Sixièmement :

Parallèlement à la poursuite de la détente, l'Europe doit remplir une deuxième tâche aux dimensions internationales : favoriser de toutes ses forces l'équilibre entre le Nord et le Sud, entre les nations industrialisées et le tiers monde. Pour les années qui viennent, il ne s'agira pas seulement d'apporter une aide : il faut repenser et redéfinir une communauté d'intérêts. Et l'on verra que le processus de développement doit être fortement accéléré non seulement pour des raisons humanitaires, mais également pour des raisons d'économie internationale et dans l'intérêt de la paix.

La Communauté européenne doit mieux exploiter qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent ces importants moyens dont elle dispose. Elle a déjà obtenu certains résultats. L'accord de Lomé pourrait servir d'exemple à maints égards.

Je voudrais vous citer à ce propos un extrait du projet de programme électoral de l'année dernière qui dit ceci : « La Communauté devrait mener une politique visant à accroître la « selfreliance » (indépendance) des pays en voie de développement et à obtenir une juste répartition des richesses, des connaissances et du pouvoir dans ces pays. Toutes les relations entre la Communauté et les pays du tiers monde devraient se fonder sur la coopération établie sur une base d'égalité, et la Communauté devrait directement défendre les principes sur lesquels repose la recherche d'un nouvel ordre économique ».

Les événements qui se déroulent sur le continent africain nous rappellent chaque jour que l'ère de l'intervention armée n'est toujours pas révolue, que la lutte contre la racisme et les restes de colonialisme n'est pas encore achevée et que l'Europe ne doit pas s'identifier à des rapports de force qui sont dépassés historiquement.

Et j'ajouterai encore ceci dans la perspective de la prochaine décennie : si l'on parvient à des résultats dans le domaine du contrôle et de la limitation des armements, il faut parallèlement veiller à ce que les ressources ainsi économisées soient utilisées à des fins de développement. C'est là une exigence dont beaucoup de choses dépendront dans les années 80.

Je sais parfaitement que ces remarques ne pourront épuiser le problème et qu'elles peuvent paraître sans commune mesure avec la complexité et les multiples aspects de la réalité dans laquelle nous vivons. Peut-être, cependant, permettront-elles de mieux comprendre le rôle que je considère essentiel pour l'Europe : celui d'affirmer son identité en étant un facteur de paix et d'équilibre dans le monde.

C'est également pour ce motif que les socialistes devront sortir majoritaires de l'élection du Parlement européen : car nous sommes désireux d'assumer la responsabilité qui pèse sur l'Europe.

Coll. Fondation Jean Jaurès

La démocratie politique et économique
par Anker Jørgensen,
président du Socialdemokratiet.



Permettez-moi tout d'abord de remercier Robert Pontillon du cadre qu'il a donné aux discussions de cette rencontre. Les thèmes retenus par lui en introduction au débat ont été choisis avec une grande sûreté, avec un sens des valeurs fondamentales et un sens de l'actualité.

Il s'agit, d'une part, de faire la lumière sur certains problèmes politiques et économiques qui se posent concrètement aujourd'hui à nos partis, et d'autre part, d'indiquer quels sont en Europe, les objectifs à plus long terme en matière de démocratie.

Je me sens assurément à la fois flatté de devoir parler de démocratie politique et économique et quelque peu anxieux. C'est un thème qui revêt une importance fondamentale pour le mouvement social-démocrate. C'est autour de lui que nous avons toujours centré nos efforts, et il en sera de même à l'avenir.

Il est donc important de tenter de faire le jour sur ce que signifie « démocratie » au moment présent.

De quelle manière accordons-nous notre conception de la démocratie avec l'évolution dont nous sommes les témoins, et comment nous efforçons-nous d'infléchir précisément cette évolution par le biais de notre conception même de la démocratie.

Ces remarques liminaires étant faites, j'aimerais souligner, bien que la notion de démocratie soit le fondement même de notre mouvement politique, que nous devons dans le même temps concevoir la démocratie comme quelque chose de dynamique, comme quelque chose qui est en évolution perpétuelle.

J'ai souvent déclaré et je le répéterai volontiers ici que ce à quoi nous nous efforçons dans les partis socialistes, c'est à développer sans cesse la démocratie dans tous les secteurs de la vie sociale.

Si nous orientons notre pensée en ce sens, j'ai la conviction que force nous est de constater que nous vivons ces années une phase décisive de l'histoire de notre mouvement politique.

En quelques siècles, nous sommes parvenus, en Europe occidentale, à édifier et — en dépit de nombreuses et sérieuses menaces — à maintenir en place une démocratie politique. Nous constatonsa avec joie et soulagement que tous les pays d'Europe occidentale sont désormais affranchis de l'étau antidémocratique qui les enserrait depuis trop longtemps.

Je n'entends pas pour autant dire que la démocratie économique soit talement réalisée dans nos pays. Ce n'est le cas nulle part, et d'ailleurs qu'entendons-nous par totalement à cet égard?

Je ne pense pas que l'on puisse imposer un modèle de démocratie politique uniforme et valable en tout temps et en tout lieu.

Mais quoi qu'il en soit, d'un point de vue historique la démocratie politique est réalisée dans une très large mesure, et cela notamment grâce aux efforts déployés par les partis socialistes et par le mouvement des travailleurs dans son ensemble au cours des cent dernières années.

C'est précisément pour cette raison que l'heure est venue de franchir l'étape suivante, de tracer la voie du renforcement de la démocratie.

La prochaine étape devra aller dans le sens de la démocratie économique. Dans ce domaine, nous venons tout juste de commencer.

Cette constatation n'est pas une manière de reproche à l'adresse de nos prédécesseurs du mouvement des travailleurs.

A mon sens, l'édification d'une démocratie économique passe par le fonctionnement satisfaisant d'une démocratie politique déjà en place.

Qu'entendons-nous par démocratie économique?

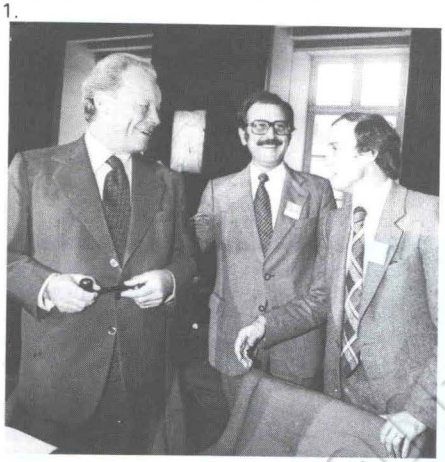
Permettez-moi tout d'abord d'indiquer ce qu'elle n'est pas.

Ce n'est pas une forme de socialisme d'Etat, à l'image de ce qui se passe en Europe orientale où les partis communistes ont instauré une caricature d'un socialisme qu'ils ont étouffé dans la tyrannie et la bureaucratie.

Ce n'est pas non plus une distribution « d'actions populaires », grâce à laquelle, en

1. de g.à.dr. Willy BRANDT, André COOLS, Karel VAN MIERT
2. de g.à.dr. Pierre MAUROY, François MITTERRAND, Gérard JAQUET
3. Karen DAHLERUP
4. de g.à.dr. Sicco MANSHOLT, Robert PONTILLON

1.



2.



3.



4.



Coll. Fondation Jean Jaurès

répandant une mentalité de rentier, le système capitaliste achète la paix sociale.

Les partis socialistes doivent à mon sens clairement prendre leurs distances vis-à-vis de ces deux conceptions de la démocratie économique et les réserver respectivement à nos adversaires de gauche et de droite.

Il existe selon moi deux notions clés en matière de démocratie économique.

Il s'agit en premier lieu de co-décision, élément qui tranche avec tout ce qui compose le socialisme d'Etat. Cette notion est par ailleurs directement liée à nos efforts visant à renforcer la démocratie politique.

Le désir d'apporter au peuple, au travailleur, la possibilité d'influencer au maximum les conditions qui déterminent son environnement, sa vie quotidienne, a toujours vivement animé notre mouvement politique. C'est la raison pour laquelle nous avons lutté pour la démocratie politique. Par suite de l'évolution technologique et économique, un sentiment d'impuissance, d'aliénation se répand de plus en plus, face à la situation qui est la leur en matière d'emploi.

Pour infléchir cette tendance, pour humaniser notre société, il faut que travailleurs et fonctionnaires puissent exercer une influence sur ce qui se passe au lieu de leur emploi, et sur la manière dont est géré le capital qu'ils contribuent eux-mêmes à créer.

Nous nous heurtons naturellement à la même réaction et au même refus aujourd'hui que lorsque nous avons exigé un droit de participation politique. Dans plusieurs de nos pays pour être élu au Parlement il fallait être propriétaire. On ne pouvait participer aux décisions, si l'on ne possédait rien en propre. Aujourd'hui, nous tenons tous la démocratie politique pour une chose tout à fait naturelle, pour une nécessité vitale, et le non-propriétaire peut lui aussi voter et être élu aux charges politiques les plus élevées de nos pays.

Il est par conséquent absolument contradictoire d'affirmer que travailleurs et fonctionnaires ne peuvent participer aux décisions qui concernent leur emploi.

En premier lieu, ils ont une position privilégiée du fait de leur expérience quotidienne et de leurs connaissances techniques.

En second lieu ils peuvent naturellement, tout comme dans notre mouvement politique, compléter et développer leurs connaissances et leur formation, leur permettant de participer avec une force croissante à ces décisions.

En troisième lieu, l'idée centrale qui anime la notion de démocratie économique est le droit à la copropriété, lequel peut servir d'appui à la revendication de participation aux décisions. Ces deux notions, droit de co-décision et droit de copropriété, se complètent et se renforcent, mais je m'élève contre l'idée selon laquelle les travailleurs doivent s'acheter le droit de co-décision par l'intermédiaire du droit de copropriété.

Le droit de co-décision devrait être détenu par les travailleurs en raison même de leur coopération dans l'entreprise.

De même, le droit de copropriété découle naturellement du fait que la création de capital auquel on assiste dans la société est le résultant de l'effort fourni par les centaines de milliers de mains et d'esprits et par la société.

Il est tout à fait déraisonnable que le droit de participation à l'accroissement du capital soit limité à quelques-uns. Travailleurs et fonctionnaires soivent également en bénéficier.

Nous exigeons donc le droit de participation à l'accroissement du capital par pur souci d'équité. Mais nous savons dans le même temps que dans la situation de crise économique dans laquelle se trouve actuellement plongée notre société, la reconnaissance de ce droit peut aboutir à la naissance d'une nouvelle politique économique, propre à nous sortir de la crise.

De divers côtés, on réclame une politique d'expansion économique afin de relancer la croissance et de lutter contre le chômage.

Dans le même temps, la plupart des gouvernements estiment que les possibilités de réaliser pareille politique sont très limitées.

L'un des obstacles principaux réside dans la crainte que l'on a d'un retour à une forte inflation.

Pour prévenir ce risque il est question de ferme politique des revenus.

A maintes reprises cependant, nous avons fait l'expérience de ce qu'entendaient par là nos adversaires politiques de droite, à savoir une politique des salaires, de limitation des salaires pour ne pas dire de réduction des salaires.

Nous devons faire connaître notre désapprobation à l'égard de cette politique. Nous ne pouvons accepter un accroissement des inégalités dans la société, des disparités plus marquées en matière de distribution au revenu.

Mais, fait-on observer, il est nécessaire que les entreprises accroissent leurs revenus. Les bénéfices, dit-on, sont si peu élevés, que personne ne souhaite investir. C'est la raison pour laquelle la croissance s'est essoufflée.

Ce raisonnement est une vue en abrégé que le mouvement des travailleurs ne peut accepter. Dans certains secteurs de la vie économique de nos pays, les revenus sont importants. Certains disposent de revenus qui ne peuvent être contrôlés.

Nous savons également que les revenus de nombreuses entreprises sont peu élevés. En de nombreux secteurs les revenus devraient être augmentés, afin de maintenir en place les entreprises et les emplois. Cela intéresse au premier chef les travailleurs.

Mais nous ne voulons pas que la chose intervienne par le biais d'une augmentation des bénéfices, c'est-à-dire des revenus des actuels possesseurs de capitaux, alors que dans le même temps les revenus salariaux seraient limités.

Nous rejetons cette idée en raison de l'injustice qu'elle représente et parce qu'elle ne contribuera pas à l'accroissement de la demande et à la croissance économique.

Le raisonnement simpliste du patronat selon lequel la démocratie économique consistera pour les travailleurs à recevoir un titre de participation ou une action, à déduire de leurs revenus salariaux, ce raisonnement n'a rien à voir avec la démocra-

tie économique. Ce système ferait de tous de petits capitalistes, et les salariés se trouveraient cependant privés d'un véritable droit de co-décision et de copropriété.

Ce que nous voulons, c'est obtenir une participation juste et raisonnable à l'accroissement du capital.

Si ce vœu se réalisait, je suis convaincu que travailleurs et fonctionnaires feraient volontiers preuve de retenue en matière de salaires afin de permettre une modération des coûts.

Cela se traduirait par une augmentation de l'épargne, en même temps que par l'investissement de celle-ci dans un appareil capitaliste élargi et plus efficace.

A la question de savoir de quelle manière réaliser concrètement la démocratie économique, on ne peut apporter de réponse uniforme.

La mise en place de la démocratie économique sera tributaire, ce qui a également été le cas de la démocratie politique, dans une très large mesure des conditions historiques et institutionnelles qui caractérisent la situation dans les divers pays. On ne peut donner de recette détaillée.

Il existe cependant tout un éventail de possibilités dont j'évoquerai seulement certains éléments.

L'opposition entre le souci de centralisation et celui de décentralisation a une certaine importance à cet égard de même que pour de nombreuses autres questions inscrites à l'ordre du jour politique.

Pour faire valoir les intérêts particuliers du capital des travailleurs par rapport à ceux du capital traditionnel « privé », il faut instaurer une centralisation poussée de ce capital.

Il conviendrait par conséquent d'instaurer « un fonds d'investissements des salariés » central, où les salariés exerceraient une influence décisive.

Il est important de veiller à ce que les salariés eux-mêmes, en ce qui concerne le pouvoir dans la société, puissent exercer une influence décisive sur la manière dont les capitaux de ce fonds sont placés, et les conditions de ce placement. Par conséquent, le droit de décision au sujet des capitaux investis dans les entreprises devrait revenir aux salariés travaillant dans ces entreprises.

Une autre question importante se pose de savoir dans quelle mesure le capital des travailleurs pourra être placé en tant que capital à risques dans les entreprises.

Nous devons insister en l'occurrence pour que tous les salariés puissent librement accéder au droit de copropriété, et spécialement pour que le salarié ne courre pas le risque de perdre sa part si son entreprise est aux prises à des difficultés. « Le fonds d'investissements des salariés » devra également comporter une assurance mutuelle.

De nombreuses autres questions concrètes se posent également de manière pressante.

Il est essentiel cependant que la voie soit tracée en vue de la réalisation de la démocratie économique.

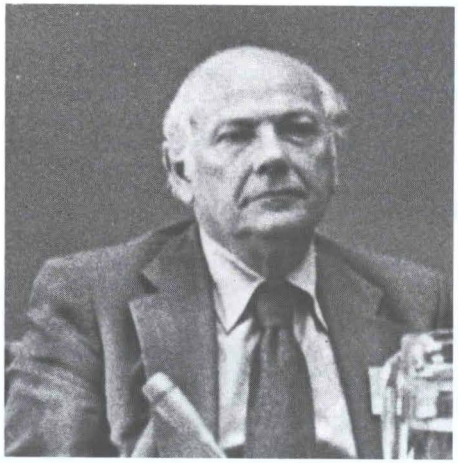
Celle-ci ne se fera pas du jour au lendemain. En ce domaine également nous devons nous efforcer de tracer une nouvelle voie par le biais de la coopération, de la persuasion et de pressions politiques.

Parmi les trois autres sujets dont il a été question dans cette introduction, la notion de coopération joue un rôle tout à fait décisif. C'est également le cas lorsqu'il s'agit de démocratie politique et économique.

A défaut de l'instauration également d'une coopération entre les groupes qui ont manifestement des intérêts contradictoires à court terme, notre société ne pourra pas à la longue simplement continuer à fonctionner.

Fondation Jean Jaurès

L'Europe et l'emploi par Joop den Uyl, président du Groupe Parlementaire du Partij van de Arbeid.



Le plein emploi est, à mon sens, le plus grand des défis politiques que les partis socialistes de la Communauté aient à relever. Qui plus est, si la Communauté en vient vraiment à élire le Parlement européen au suffrage universel direct, je suis convaincu que les électeurs porteront essentiellement leur choix sur ceux des partis qui garantissent véritablement la restauration du marché de l'emploi. Le problème est impérieux, c'est un problème aux proportions considérables. Voilà deux ans déjà que la Communauté connaît un taux de chômage de 5 à 6 %, et aucun signe ne permet de croire que nous réussissons à résorber ce chômage. Dans les prochaines années, l'offre de main-d'œuvre dans la Communauté va augmenter de 1 à 1,5 million par an. Le taux de chômage occulte est élevé, tout comme l'est le potentiel de main-d'œuvre féminine. Pour réaliser le plein emploi, il faut mener dans les pays de la Communauté, et grâce à celle-ci, une politique capable de créer 15 millions de nouveaux emplois dans les années à venir. Je pense que notre approche, l'approche spécifique des partis socialistes en ce qui concerne la lutte contre le chômage et la réalisation du plein emploi, pourrait se définir en dix points. Il est, selon moi, plus utile d'examiner ces caractéristiques que de vouloir exposer en un quart d'heure une politique du plein emploi. En quoi l'attitude des partis socialistes est-elle donc différente de celle des démocrates-chrétiens, des libéraux, des conservateurs?

En premier lieu, nous sommes résolus à réaliser le plein emploi, à assurer à chacun un emploi convenable. Mais, direz-vous, cela vaut aussi bien pour les autres partis. Je prétends le contraire. En Europe, comme ailleurs dans le monde, se font jour des courants de pensée et d'action d'hommes que je qualifierais de technocrates. Ces derniers se proposent d'édifier une société où le travail serait fait par un nombre limité de personnes hautement qualifiées, tandis que le pourcentage de la population active ne cesserait de baisser; autrement dit, les uns en viendraient à subvenir aux besoins des autres.

Cette évolution, nous devons la combattre. Nous disons, nous autres socialistes, que les hommes et les femmes ont également droit au travail. Mais pour que cela ait un sens, encore faut-il que chacun puisse s'épanouir dans une profession, et c'est pourquoi nous nous opposons aux tendances aussi bien des technocrates que des écologistes, qui envisagent l'avènement d'une société dans laquelle seuls quelques-uns exerceraient une activité rémunérée. Il nous faudra donc créer un grand nombre de nouveaux emplois.

En deuxième lieu, si la tâche est démesurée, c'est parce que le remède traditionnel au chômage consiste à accélérer la croissance économique. Or, dans la déclaration que nous venons d'adopter, nous précisons que seule une croissance limitée, sélective, est possible. Je ne suis pas partisan d'une croissance zéro, mais je crois que nous devons nous attendre à une réduction de moitié du taux de croissance que nos pays ont connu dans les années 50 et 60, sans qu'il s'agisse d'un phénomène passager, mais d'une rupture d'évolution. C'est là une réalité que nous devons admettre, que nous devons favoriser si nous tenons absolument à améliorer la qualité de l'environnement, à augmenter la qualité de la vie professionnelle, si nous voulons rendre justice aux pays en voie de développement qui, avec 80 % de la population mondiale, ne sont pourtant consommateurs que de 20 % des ressources naturelles. Mais il est bien évident que réaliser le plein emploi avec une croissance aussi réduite exige d'autres instruments et d'autres politiques que ceux qui ont été mis en œuvre jusqu'ici.

La troisième caractéristique de notre politique de l'emploi, c'est qu'elle doit répondre aux intérêts du tiers monde. Cela signifie que, même dans des conditions de croissance réduite, nous devons nous efforcer de transférer davantage de pouvoir d'achat réel vers les pays en voie de développement. Cela suppose en outre que notre politique communautaire s'inscrive dans la ligne des efforts déployés en vue d'instaurer un ordre économique international plus

Coll. Fondation Jean Monnet

1. de g.à.dr. Anker JØRGENSEN, K.B. ANDERSEN
2. de g.à.dr. Joop DEN UYL, Ien VAN DEN HEUVEL
3. de g.à.dr. Ian MIKARDO, Ron HAYWARD
4. de g.à.dr. Peter CORTERIER, Claus VON DOHNANYI, Bruno FRIEDRICH

1.



2.



3.



4.



Fondation Jean Jaurès

équitable. Cela ne manque pas d'avoir d'importantes conséquences. Parallèlement à notre politique de l'emploi, nous devons ouvrir davantage nos marchés aux produits des pays tiers, des pays en voie de développement. Si, en même temps, nous réussissons à transférer plus de pouvoir d'achat vers les pays en voie de développement, nous compenserons par là les effets défavorables qu'une telle politique aurait sur l'emploi. Notre politique de l'emploi doit se distinguer par notre manière systématique de la mener en tant que Communauté. Les intérêts des pays en voie de développement devront également jouer un rôle déterminant dans les choix que nous ferons pour élargir les possibilités de créer des emplois dans l'industrie.

Quatrième trait distinctif de notre politique : Nous ne croyons pas que la baisse de l'inflation, le rétablissement des profits, une rémunération accrue du capital, suffiront à redresser la situation en matière d'emploi. Sans doute l'expérience des dernières années le montre-t-elle déjà, mais nous devons faire face, en plus, à tant de changements structurels de la demande que l'on ne peut raisonnablement penser que le mécanisme du marché aboutira, par son simple jeu, à rétablir les conditions de l'emploi. C'est pourquoi il nous revient de mener une politique mûrement réfléchie en matière de demande, une politique d'orientation, de contrôle et parfois d'expansion de la demande. Cela suppose un choix politique. Allons-nous développer en priorité la demande de voitures, de machines à laver, ou bien allons-nous orienter cette demande accrue vers des besoins restés insatisfaits dans la Communauté — je pense à la pénurie de logements, à l'impératif de la rénovation urbaine —? Allons-nous stimuler la demande dans des domaines où cela sera également utile à l'environnement et où cela créera des emplois convenables? Prenons l'exemple des investissements destinés à économiser l'énergie; ils peuvent se traduire par des centaines de milliers de nouveaux postes de travail. Mais ceux-ci ne pourront être créés que si les pouvoirs publics, les gouvernements et la Communauté européenne sont disposés à guider ces investissements; actuellement, en effet, ils entraînent des frais que les économies d'énergie ne permettront de couvrir que progressivement, après des années. Plutôt que de s'en remettre au mécanisme du marché, il faut donc que les pouvoirs publics conduisent une politique judicieuse pour orienter et diriger la demande du marché.

Cela nous amène tout naturellement à la **cinquième caractéristique** : une politique d'investissement sélective. Ce n'est pas à dire que la Communauté européenne ou les gouvernements nationaux se substitueront aux entreprises pour prendre en lieu et place de celles-ci les décisions en matière d'investissement, mais qu'ils orienteront et influenceront ces dernières pour ce qui concerne le montant des investissements et les secteurs où seront créés des emplois. Il faudra surtout retenir, pour cela, les critères suivants : économies d'énergie, orientation des investissements en fonction du développement des pays pauvres, nécessité d'éviter toutes nouvelles concentrations industrielles dans les régions déjà saturées. La sélectivité des investissements suppose aussi une politique industrielle communautaire — politique restée jusqu'à présent à l'état embryonnaire — qui essaie à présent de se traduire par le contrôle de la capacité de production de l'industrie sidérurgique. La reprise de l'emploi ne sera pas possible sans une politique industrielle volontariste et rationnelle, poursuivie au niveau de la Communauté. **Sixième caractéristique**. Etant donné la croissance réduite, et en particulier la croissance limitée de la demande, et vu que la productivité ne cesse d'augmenter grâce aux progrès technologiques, qui sont utiles en ce qu'ils épargnent à l'homme de nombreuses tâches désagréables, lourdes, rudes ou salissantes, il sera nécessaire, pour des raisons structurelles, de procéder à terme à une meilleure répartition du travail. C'est d'ailleurs là un objectif que l'on poursuit un peu partout. Il faudra donc limiter les heures supplémentaires, le travail en équipe, et, au lieu de relever la productivité, réduire le temps de travail. Nous connaîtrons dans l'avenir la semaine de 35 heures à raison de 7 heures par jour. La hausse de la productivité devra entraîner une réduction du temps de travail plutôt qu'une augmentation des revenus réels, particulièrement lorsqu'ils dépassent la moyenne générale. Il faut, pour ce faire, répartir le travail, s'appliquer à introduire le travail à temps partiel. C'est la seule façon d'intégrer dans le circuit du travail un nombre de femmes beaucoup plus élevé que les 9 millions qui travaillent actuellement à temps partiel dans la Communauté. En Italie, 10 % des femmes travaillent à temps partiel; au Royaume-Uni, 41 %. Si l'on portait ce pourcentage entre 30 et 40 % dans l'ensemble de la Communauté, on pourrait intégrer dans le circuit du travail des millions de femmes que la technologie et la simplification des tâches ménagères qu'elle entraîne mettent le plus souvent dans une situation désespérante. A nous d'être les pionniers de cette évolution. La solution, c'est donc le travail à temps partiel, la répartition du travail, et cela veut dire en outre qu'un pourcentage plus élevé de jeunes doivent recevoir une formation plus étendue et que davantage de jeunes de 16 à 18 ans doivent bénéficier d'une formation professionnelle.

Nous en arrivons ainsi à la **septième caractéristique**, selon laquelle nous reconnaissons que les femmes et les jeunes sont les plus touchés par le chômage dans la Communauté. Il faudra aider les jeunes en améliorant méthodiquement le niveau de leur formation. Partout, on constate que le chômage frappe surtout les jeunes dont la formation est insuffisante. Ce sont encore les jeunes qui sont le plus vulnérables, le plus poussés au désespoir, et si le chômage dont ils sont victimes reste aussi élevé qu'il ne l'est actuellement, sachons que cela pourrait avoir des conséquences dramatiques. Nous devons lutter contre le chômage des jeunes en améliorant systématiquement leur formation, en l'étendant parmi les jeunes de 16 à 18 ans; ensuite, nous devrons encore élargir les possibilités

d'emploi des jeunes grâce à des subventions allégeant les coûts salariaux.

La huitième caractéristique de notre politique, c'est qu'elle peut créer des millions de nouveaux emplois en Europe sans porter atteinte aux intérêts du tiers monde. Il serait inadmissible que nous ne la mettions pas en œuvre. Il nous faut toutefois nous préparer à en admettre toutes les conséquences, et notamment la limitation des coûts du travail et la nécessité d'une politique des revenus. Je ne suis pas favorable à une politique « statutaire » en matière de revenus; je suis partisan de la liberté des négociations entre syndicats et employeurs, mais il reste que nous devrons convaincre nos membres, les adhérents de notre parti, de la nécessité de faire un choix entre l'emploi et des revenus plus élevés et qu'il nous faudra faire comprendre à ceux qui jouissent de revenus supérieurs à la moyenne générale qu'ils doivent s'attendre à voir leurs revenus diminuer plutôt qu'augmenter. C'est une condition *sine qua non* du plein emploi. Et si nous sommes disposés, en la matière, à axer notre politique sur une nette réduction des écarts, je suis persuadé, pour en avoir fait l'expérience, que nous aurons l'appui de ceux qui jouissent de revenus moyens, car... les masses socialistes d'Europe attachent plus d'importance au travail qu'à l'argent, et c'est là une des grandes conquêtes du mouvement socialiste.

La neuvième caractéristique est celle-ci : Le mouvement syndical, les travailleurs européens, ne nous prêteront leur collaboration que si on les associe davantage à la formation des décisions en matière d'investissement, que s'ils obtiennent plus de pouvoir au niveau de l'entreprise, de la branche d'activité, au niveau des instances responsables de la politique nationale. Nous n'obtiendrons leur appui que si nous menons une véritable politique de redistribution des revenus tendant à réduire les écarts entre ceux-ci, que si nous nous en prenons à l'actuelle, la très inégale répartition des fortunes. Nous devrons mettre au point, dans nos pays, des plans et propositions visant à confier la gestion aux travailleurs et à leur assurer une part du capital industriel et productif, faute de quoi ils ne nous prêteraient pas leur appui et notre politique de l'emploi échouerait.

La dixième et dernière **caractéristique** de notre politique, c'est que nous sommes en mesure de rétablir le marché de l'emploi. Je le répète, il serait humiliant de ne pas réussir, avec tout notre savoir-faire, malgré toutes nos réalisations techniques, à juguler ce chômage de 5 à 6 % qui sévit depuis des années et à restaurer le plein emploi, notamment pour les femmes et pour les jeunes. Mais ce ne sera possible que si nous faisons un véritable choix politique. Je me suis efforcé, dans ce bref exposé, d'indiquer le choix politique à faire. Et j'estime que seuls les partis socialistes de la Communauté européenne ont le droit de regarder les électeurs en face et de leur dire « Ne votez pas pour les libéraux : ils ont une confiance aveugle dans les mécanismes du marché », « ne votez pas pour les conservateurs, qui défendent les intérêts en place, ceux du capital », « ne votez pas pour les démocrates-chrétiens, qui esquivent le choix politique à faire », mais « votez pour la social-démocratie », si, dans le contexte que j'ai exposé, nous sommes résolus à faire ce choix politique et à la présenter l'an prochain aux électeurs.

Fondation Jean Jaurès

Nous, Partis Socialistes de la Communauté européenne, nous nous engageons à poursuivre nos objectifs communs de liberté, de progrès économique harmonieux, de justice sociale et d'égalité.

Nos partis sont les héritiers d'expériences historiques différentes. Ils sont à l'œuvre dans des pays où le niveau de développement économique, l'intensité des luttes sociales, les traditions culturelles et la prise de conscience des problèmes de notre société, ainsi que le jeu des alliances de politique intérieure sont profondément différents, mais ils partagent l'objectif commun de créer une Europe plus humaine et plus égalitaire pour tous ses citoyens, dans le cadre d'un nouvel ordre international fondé sur ces principes socialistes et démocratiques.

Le rapprochement plus étroit en Europe est compatible avec le respect de nos individualités.

Partout en Europe, ce sont les socialistes qui, — au service de l'homme et dans son intérêt, — luttent pour faire disparaître les injustices et les inégalités et pour assurer ainsi un développement harmonieux de la société.

Dans toute la Communauté Européenne, l'objectif principal des socialistes est la libération de l'homme de toute forme de dépendance, d'exploitation et de besoin, et son accession à plus de droit et de pouvoir. Pour atteindre cet objectif, nous devons transformer les structures économiques et sociales de nos pays. Nous sommes conscients que, si chaque pays peut par lui-même apporter une contribution majeure, notre action commune dans un certain nombre de domaines peut en accélérer le progrès. Après trente années d'existence, la Communauté doit maintenant entrer dans une nouvelle phase qui — dans la conception et la pratique politique — ne donnerait plus la priorité à l'exigence des intérêts marchands, mais à la poursuite d'objectifs humains communs. La première étape de la vie de la Communauté n'a été marquée que par la réalisation de la libération des échanges et par des progrès insuffisants dans le domaine des équilibres sociaux et régionaux.

Nous sommes particulièrement préoccupés par :

— l'impuissance manifeste des structures actuelles de notre société à résoudre le grave problème du chômage;
— l'évolution de monde vers moins d'égalité et de solidarité ainsi que le démontre l'élargissement du fossé entre riches et pauvres, dans le monde comme au sein de la Communauté Européenne;
— la croissance non maîtrisée de la production et de la consommation, qui se poursuit aux prix de l'épuisement des ressources naturelles, de la pollution de l'environnement, et de la déqualification et de l'aggravation des conditions de vie de millions de travailleurs, ce que les socialistes ne sauraient admettre.

Notre devoir envers les générations futures et les millions de personnes qui vivent dans une profonde misère nous conduit à accepter d'économiser les ressources naturelles du monde et un meilleur partage des richesses tant à l'intérieur de la Communauté qu'entre celle-ci et les pays du Tiers Monde.

Notre combat pour une société dans laquelle les richesses disponibles sont équitablement réparties implique la maîtrise et l'orientation du développement social et économique. Les instruments classiques de la politique économique se sont avérés inadéquats; aussi une politique active de l'emploi et une planification économique sont-elles nécessaires pour réorienter la croissance vers des fins plus humaines et pour réduire le chômage. Nous visons à une plus juste répartition des emplois disponibles, à laquelle peuvent puissamment contribuer une réduction de la durée de vie consacrée au travail, une diminution du temps de travail hebdomadaire, et une politique systématique de formation professionnelle et d'éducation permanente. En ce qui concerne la politique de l'emploi nous devons attacher une attention particulière aux groupes sociaux qui rencontrent les plus grandes difficultés sur le marché de l'emploi :

Coll. Fondation Jean Jaurès

les jeunes, les femmes, les travailleurs plus âgés et les travailleurs immigrés.

Les partis socialistes de la Communauté Européenne estiment qu'une politique commune élaborée par les principales nations industrielles est le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs. Cette politique ne pourra se faire qu'en coopération étroite avec toutes les organisations syndicales et notamment avec la Confédération européenne des Syndicats. Nos partis soulignent notamment le rôle croissant que doit jouer la Confédération européenne des Syndicats pour la défense des intérêts moraux et matériels des travailleurs européens, comme pour le progrès social et la démocratisation de l'économie. La CES doit être plus largement associée à toutes les procédures de discussion et d'élaboration des décisions. Nos partis souhaitent d'ailleurs développer leurs politiques en étroite concertation avec les organisations syndicales et favoriser toutes les possibilités d'émancipation des travailleurs européens.

En plus de la réduction du chômage, l'amélioration des conditions de travail est une exigence urgente.

La troisième révolution industrielle a entraîné de grands progrès technologiques, mais aussi une concentration excessive du pouvoir économique, conduisant à des unités de production gigantesques et anonymes, devant lesquelles l'individu, travailleur et consommateur, se sent dépersonnalisé et impuissant. La mécanisation accrue et la production de masse font que le travail ne correspond guère aux aptitudes personnelles et aux aspirations profondes des travailleurs. Cette évolution conduit à un travail de plus en plus inhumain et se traduit par l'aggravation de l'aliénation des travailleurs, un absentéisme croissant et l'inefficacité économique. De plus, les petites et moyennes entreprises traditionnelles, le plus souvent placées dans l'incapacité de s'adapter à ces nouvelles exigences, sont menacées de disparition.

Les Socialistes s'opposent à cette évolution. Ils agiront :

— pour que les travailleurs puissent accéder à la responsabilité dans l'entreprise. Sous des formes appropriées à chaque pays, il s'agit de mettre en œuvre, en étroite concertation avec les organisations syndicales et professionnelles, la démocratisation des entreprises et de l'économie;

— pour qu'un contrôle démocratique des grandes concentrations de puissance industrielle et surtout des sociétés multinationales soit mis en place : respect des règles de la concurrence, surveillance des transferts de profits et de mouvements de capitaux, orientation des investissements...

— pour que la petite et moyenne entreprise soit activement encouragée, de même que soit développé le secteur de l'économie sociale, coopérative, groupement de travailleurs associés.

En conséquence, les partis socialistes s'engagent à œuvrer en faveur d'une politique économique ayant pour objectif :

— le plein emploi;
— la stabilité des prix;
— une répartition plus équitable des revenus et des patrimoines;
— une structure économique efficace et démocratique;
— la démocratisation de la vie économique;
— l'extension de la protection sociale;
— l'amélioration des conditions de vie et de travail;
— l'élargissement des possibilités de formation et d'éducation.

Le droit au travail demeure une exigence fondamentale du socialisme démocratique. Il est un des droits fondamentaux de la personne humaine. Aussi, la lutte contre le chômage et la recherche du plein emploi doivent être des tâches prioritaires pour la Communauté européenne et les Etats qui la composent. A cette fin, les socialistes mettent non seulement l'accent sur une politique de plein emploi, mais aussi de meilleur emploi.

En conséquence, les socialistes œuvreront pour une croissance qualitative et harmonieuse où l'appel à l'innovation, les

Coll. Fondation Jaurès

investissements et leur localisation, la création d'emplois tiendront compte des impératifs d'une vie sociale mieux équilibrée, notamment du point de vue de l'environnement.

Nous, Socialistes, nous voulons répartir plus équitablement les revenus et les richesses. Nous constatons avec inquiétude que l'effort réalisé jusqu'à présent en faveur des régions défavorisées de la Communauté a été largement insuffisant.

C'est pourquoi nous revendiquons une politique régionale active et vigoureuse, afin de réduire les disparités entre les niveaux de vie des régions de la Communauté. Nous voulons, dans le même temps, une politique sociale efficace capable de supprimer les nombreuses inégalités existant entre les groupes de citoyens de nos pays.

Le socialisme veut promouvoir un régime d'enseignement équitable offrant à tous des chances égales et un maximum de possibilités d'épanouissement. Il réclame la mise en œuvre en Europe d'une politique permettant à chacun, sans discrimination d'origine sociale, de sexe ou d'âge, de bénéficier de possibilités d'éducation permanente à tout moment de sa vie.

L'épuisement des matières premières et les risques de pollution du milieu naturel sont particulièrement alarmants. Seul un effort mondial peut permettre aux pays de mettre en œuvre une politique fondée sur la préservation de l'équilibre écologique et l'économie des matières premières. Dans ce domaine, l'Europe doit jouer un rôle moteur.

A cet effet, un programme communautaire d'économie d'énergie est primordial, de même qu'un effort communautaire tendant à développer des sources d'énergie de substitution. Nous estimons que le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire ne sont acceptables que si l'appropriation et le contrôle public assurent une protection efficace contre les risques mettant en danger la sécurité et l'environnement.

Les socialistes se félicitent du rétablissement de la démocratie en Espagne, en Grèce et au Portugal et soutiennent fermement l'adhésion de ces pays à la Communauté. Ils estiment en effet que l'Europe démocratique a la responsabilité pressante de contribuer à la consolidation de la démocratie dans ces pays; elle doit faire preuve de solidarité envers les travailleurs de ces pays candidats.

Nous sommes conscients que les structures économiques et sociales et la nature des produits rendent nécessaires des modalités d'application, et un échéancier de périodes transitoires appropriées afin de respecter les intérêts légitimes de tous. L'élargissement de la Communauté doit être pour l'Europe une source de force et de dynamisme nouveau.

L'Europe est un facteur de paix.

Pour les Socialistes, le progrès social fondé sur la liberté et la responsabilité à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté n'est concevable que si la paix est maintenue. Pour apporter leur contribution à cet effort collectif, ils soutiennent la politique de détente entre l'Est et l'Ouest. Leur but est de parvenir à une situation où la paix en Europe devienne une réalité.

Cependant, l'Europe n'est pas encore parvenue à instituer une paix organisée, car la simple absence de guerre n'est pas la paix. C'est pourquoi nous sommes favorables à une politique qui vise sciemment à prévenir la guerre. C'est pourquoi nous sommes en faveur de la politique de détente entre les blocs.

Aujourd'hui, les partis socialistes sont en Europe les meilleurs garants pour qu'à l'avenir le non-recours à la force, la stabilité et la coopération constituent les principes de base de la politique internationale. Il ne ménageront aucun effort pour obtenir la renonciation à l'usage de la force aux niveaux régional et mondial. Les principes de liberté, de justice, et de solidarité sur lesquels nous voulons fonder nos sociétés, inspirent notre action pour l'établissement d'un nouvel ordre international.

Les négociations sur le contrôle des armements deviennent de plus en plus importantes, eu égard au rapport mondial

Coll. Fondation Jean Jaurès

des forces et au développement technologique des armements. La course aux armements doit donc être arrêtée, elle engloutit d'énormes ressources et menace l'équilibre stratégique par le développement de nouvelles armes et la prolifération nucléaire. Les politiques de limitation et de réduction des armements doivent être conçues de façon à stopper la course aux armements.

Dans nos relations avec l'Europe de l'Est, les partis socialistes sont partisans d'une politique de détente et de coopération, telle qu'elle est formulée dans l'acte final de l'accord d'Helsinki. Cette première tentative de coopération entre l'Est et l'Ouest en Europe, depuis la Deuxième guerre mondiale, comporte des projets pratiques de coopération dans les domaines économiques, scientifiques et au plan des relations humaines. Ces projets ne peuvent devenir réalité que si l'esprit d'Helsinki est respecté par tous les signataires, y compris en ce qui concerne les droits de l'homme.

Seule une Europe solidaire des pauvres du monde peut réellement et durablement contribuer à la paix. Les pays riches devront accepter à moyen et long terme une augmentation plus faible de leur bien-être matériel pour surmonter le conflit Nord-Sud.

C'est pourquoi, les socialistes réclament une coopération accrue de l'Europe avec les pays en voie de développement. La politique déjà mise en œuvre — notamment par l'accord de Lomé — nous trace la bonne voie pour les progrès futurs. Les principes en sont clairs :

— l'engagement de la Communauté en faveur d'un progrès général des pays en voie de développement;
— la pleine reconnaissance de leur indépendance sans intervention politique ou commerciale;
— une plus grande sécurité dans les échanges commerciaux réciproques;
— une coopération scientifique et technique profitable à tous;
— la conclusion d'un accord, comportant des actions communes pour faire prévaloir, à l'échelon mondial, des règles efficaces et équitables pour le système monétaire et les transactions économiques.

Les Socialistes sont profondément attachés à la préservation et la protection des droits de l'homme et des libertés dans la Communauté. En particulier, ils s'opposent de toutes leurs forces aux discriminations de sexe, de race et de religion. Les pays de la Communauté doivent fidèlement appliquer les dispositions de la Convention Européenne des Droits de l'Homme. La Communauté doit se situer à l'avant-garde de la lutte pour le respect des droits de l'homme dans le monde et user de toute son influence à cette fin.

Les Socialites veulent une Europe démocratique. Les conditions de vie actuelles et futures requièrent la responsabilité croissante des pouvoirs publics. C'est pourquoi les Socialistes considèrent qu'il est nécessaire d'établir un contrôle démocratique véritable, et de développer la décentralisation des responsabilités. Ils s'opposent à tout exercice incontrôlé et incontrôlable du pouvoir, y compris du pouvoir économique.

Dans l'élection directe de l'Assemblée qui se déroulera en 1979, les citoyens d'Europe devront se prononcer pour ou contre une politique fondée sur une répartition plus équitable des richesses, du savoir et du pouvoir.

L'Assemblée élue au suffrage universel direct évoluera dans le cadre des traités existants. tout nouveau transfert de pouvoirs des gouvernements nationaux aux institutions communautaires, ou des parlements nationaux à l'Assemblée, ne peut se faire qu'avec l'accord clair et net des gouvernements et des parlements nationaux.

L'année des premières élections européennes commence.

Les politiques de progrès des partis socialistes correspondent aujourd'hui plus que jamais aux besoins des peuples européens, car il est manifeste que le capitalisme n'est pas capable de résoudre les problèmes existants. Leur solution doit être recherchée au niveau national et communautaire, et peut en être facilitée par une étroite coopération européenne.

Pour réussir l'action qu'il a engagée en faveur de tous les peuples, le mouvement socialiste doit être fort dans l'Assemblée directement élue comme dans les Parlements nationaux.

Nous voulons une Europe où chaque citoyen vive libre et en paix. Seuls la Démocratie et le Socialisme peuvent le garantir.

	Président de l'union	Robert PONTILLON
	Vice-Président	Sicco MANSHOLT
	Vice-Président	Karel VAN MIERT
	Vice-Président	Bruno FRIEDRICH
	Vice-Présidente	Karen DAHLERUP
Belgique	Belgische Socialistische Partij / Parti Socialiste Belge (BSP/PSB)	André COOLS Henri SIMONET Willy CLAES Oscar DEBUNNE Lucien RADOUX Irène PETRY Anne-Marie LIZIN
Danemark	Socialdemokratiet	Anker JØRGENSEN K.B. ANDERSEN Ejner HOVGAARD-CHRISTIANSEN Hans Jørgen JENSEN
République Fédérale d'Allemagne	Sozialdemokratische Partei Deutschlands (SPD)	Willy BRANDT Claus VON DOHNANYI Annemarie RENGER Peter CORTERIER Uwe JANSSEN Veronika ISENBERG
France	Parti Socialiste (PS)	François MITTERRAND Pierre MAUROY Gérard JAQUET Jean Pierre COT Jacques DELORS Jack LANG Michel THAUVIN
Royaume Uni	Labour Party (LP)	Ian MIKARDO Ron HAYWARD
Irlande	Labour Party (LP)	Frank CLUSKEY Brendan HALLIGAN Tony BROWN
Italie	Partito Socialista Italiano (PSI)	Bettino CRAXI Mario ZAGARI Enrico PALERMO
	Partito Socialista Democratico Italiano (PSDI)	Pier Luigi ROMITA Egidio ARIOSTO Mario MELANI

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Luxembourg	Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois (POSL)	Lydie SCHMIT Robert GOEBBELS Willy DONDELINGER
Pays-Bas	Partij van de Arbeid (PvdA)	Ien VAN DEN HEUVEL Joop DEN UYL Wim BOGAARD
Irlande du Nord	Social Democratic and Labour Party (SDLP)	Gerry FITT John HUME Denis HAUGHEY
Portugal	Partido Socialista (PSP)	Mario SOARES Rui MATEUS
Espagne	Partido Socialista Obrero Espagnol (PSOE)	Felipe GONZALEZ Luis YANEZ-BARNUEVO Francisco LOPEZ-REAL Santiago GOMEZ-REINO Eneko LANDABURU
Internationale Socialiste		Bernt CARLSSON
Parlement Européen		Ludwig FELLERMAIER Géorges SPENALE
Commission Européenne		Roy JENKINS Henk VREDELING Antonio GIOLITTI Claude CHEYSSON
Secrétariat		Manfred MICHEL Dick TOORNSTRA Jean-Marc LAFOREST Jan KURLEMANN

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Colofon

Rédaction	U.P.S. Dick Toornstra 22 Place de la Justice B-1000 Bruxelles/Belgique Téléphone 02/5125121
Imprimé par	Nevada/Bruxelles
Conception graphique	STD/Suurling Treffers Designers Groningen/Hollande

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Coll. Fondation Jean-Jaurès